

6 Société et Culture

Examens de fin d'année/Début des épreuves écrites du Certificat d'études primaires (Cep), hier

Plus de 49 000 candidats en quête du précieux sésame

F.S.L.
Libreville/Gabon

A Libreville, l'examen s'est déroulé sans incident. L'étude de texte, la dictée et les questions de cours ont ponctué la première journée. Aujourd'hui, fin des compositions avec le "problème", le calcul mental et l'épreuve facultative de dessin.

C'ETAIT au tour, hier, des candidats au Certificat d'études primaires (Cep) d'affronter leurs épreuves écrites dans les 264 centres (88 à Libreville et 176 à l'intérieur) que compte le Gabon. Jusqu'à ce mercredi, ils sont 49 097 à convoiter le précieux sésame. L'étude de texte, la dictée et les questions de cours ont ponctué le programme de la première journée. Aujourd'hui, le "problème", le calcul mental et l'épreuve facultative de dessin seront à l'honneur. Le tour d'une bonne partie des centres hier dans la journée, a permis de remarquer qu'aucun incident n'avait entravé le



Photo : DR

Les candidats planchent sur l'épreuve d'étude de texte au centre de l'école pilote urbaine du centre.

démarrage de la phase écrite de cet examen. Au centre de l'école pilote urbaine du centre par exemple, où la présidente Eléonore Obame effectuait inlassablement le tour des salles de composition, 242 candidats planchaient sur leur épreuve d'étude de texte. "Tout a bien commencé. Aucun incident n'a été enregistré", a-t-elle fait remarquer. Au centre Saint-Joseph, déporté cette année sur le site de l'école publique Martine Oulabou, la présidente Joséphine

Wayita n'a pas, non plus, souligné l'existence de quelque problème particulier. "Comme vous pouvez le constater, c'est le calme total. C'est vrai que comme dans toute organisation, les débuts peuvent paraître difficiles, du fait qu'il y a un certain nombre de choses à prendre en compte : les élèves qui ne viennent toujours pas vérifier leurs noms et numéros sur les listes la veille, et les parents qui veulent s'assurer que leurs enfants sont bien installés. Mais on essaie de rassu-



Photo : DR

Eléonore Obame, présidente du centre d'examen de l'école pilote urbaine du centre.



Photo : DR

Le centre de l'école de l'ENS A, où nous avons été éconduits par le directeur.

rer tout le monde. Et puis, tout finit par s'arranger. Nous enregistrons 333 candidats",

a-t-elle expliqué. Rien à signaler non plus au centre de l'Enset B, où le président, Fulbert

Ndong Ella, se préparait à réceptionner l'ensemble des copies de la première épreuve. Quelques candidats, à la sortie de celle-ci, affichaient déjà le sourire. Mais non loin de là, au centre de l'ENS A, l'accès à l'établissement et aux informations nous a été refusé. Le directeur a estimé qu'un ordre de mission de notre part devrait lui être fourni. Une attitude pour le moins regrettable, au point que l'on en est à se demander ce que pouvait bien cacher ce refus.

Lancement du concours interne d'entrée dans les Ecoles normales des instituteurs

24 candidats à l'assaut du mieux-être professionnel

F.B.E.M
Libreville/Gabon

LE concours interne annuel d'entrée dans les Eni (Ecole normale des instituteurs) a débuté, hier, à l'Eni catholique de Libreville pour le compte de la province de l'Estuaire, ainsi que dans tous les autres chefs-lieux de province. Et prend fin ce mercredi. Une vingtaine d'éducateurs venus de toutes les villes de la province, dont Libreville, Cocobeach, Ntoum prennent part à ce concours diligentement conjointement par les ministères de la Fonction publique et de l'Éducation nationale. Il vise au passage des lauréats de la catégorie B2 à la catégorie B1, après une formation de deux années dans les Eni. En d'autres termes, leur permettre d'évoluer du statut d'instituteur adjoint à celui d'instituteur plein.



Photo : F.B.E.M

Les candidats au concours interne des Eni...

"Une belle opportunité pour l'évolution de leurs carrières", a estimé, d'emblée, le président du Centre de Libreville, Jean-Pierre Ngui Allogo, de la direction académique provinciale. "D'autant plus que la catégorie B2 tend à disparaître avec les concours externes des Eni exigeant désormais le niveau bac", a renchéri le responsable du secrétariat, Joseph Nzengue. Les 24 candidats retenus, sur la quarantaine de postulants au départ,

planchaient dès 8 heures du matin sur la pédagogie générale, une des deux épreuves de la première journée. Leur concentration n'avait d'égale que le calme plat qui régnait dans les deux salles de classe qu'ils occupaient. Au sortir de cette épreuve, certains candidats arboraient des sourires, quand d'autres, les visages fermés, doutaient de leurs copies. "C'était une épreuve abordable, puisque nous sommes déjà dans l'ap-



Photo : F.B.E.M

... fortement concentrés sur leur épreuve.

proche par compétence de base dans nos lieux d'enseignement respectifs. D'où le fait que nous soyons habitués à la nouvelle pédagogie", a confié une candidate quadragénaire, fraîchement sortie de la salle d'examen, et qui a requis l'anonymat. Cette dernière a ajouté que sa participation audit concours va dans le sens de mieux évoluer en catégorie, afin de mieux assurer sa retraite. Un autre à ses côtés, Jean-Pierre Boundengui, a lui

aussi abondé dans le même sens : "plusieurs d'entre nous n'avaient jamais été recyclés depuis nos débuts, et c'est cette

raison qui a motivé ma décision de prendre part à ce concours. Histoire d'avoir les rudiments nécessaires, pour moins tâtonner devant les élèves, et assurer ma stabilité professionnelle", a estimé cet instituteur exerçant à l'école publique de Belle-Vue 1A. Soulignons que les épreuves de pré-sélection audit concours qui étaient ouvertes à tous les enseignants de la catégorie B2, des établissements publics et confessionnels, exigeaient seulement d'être déjà intégré.

Précisions

SUITE à notre article paru, hier, en page 8 et intitulé "PCA à l'Onu : l'heure de la consécration", la présidence de la République a tenu à préciser que Pierre-Claver Akendengue s'est rendu à New-York, à l'invitation des organisateurs de la rencontre culturelle, grâce à l'implication personnelle du chef de l'Etat qui a assuré à l'artiste gabonais le titre de transport et les frais de voyage. Parce qu'il estimait que ce voyage était une mission de l'Etat gabonais. Parce que la culture est un des chevaux de bataille du président de la République et parce qu'il partage avec tous les Gabonais cet honneur fait au Gabon à travers Pierre-Claver Akendengue.